

Terre Mère - Mères sans terre ... Quels enjeux pour les paysannes au Guatemala ?



Carmelina Carracillo

Avec la collaboration de Valentina Camponovo

Janvier 2012

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Accès difficile et inégalitaire à la terre, salaires moindres pour un même travail, double violence subie encouragée par l'impunité, les femmes ont de moins en moins de ressources et de plus en plus d'efforts à fournir pour garantir leur propre sécurité alimentaire et celle de leur famille. Les mouvements de femmes et de paysannes s'organisent et élaborent des recommandations.

La défense du territoire face à la concentration des terres et aux méga projets

« La défense du territoire », voilà l'expression qui, au Guatemala, rallie les mouvements et associations progressistes paysans, indigènes et de femmes. Cet enjeu est assez facile à comprendre quand on sait que plus de 14 millions de Guatémaltèques vivent sur un territoire de 108 000 km², que 78% des terres cultivables sont aux mains de grands propriétaires (2002) et que, depuis quelques années, 100 000 hectares de forêt sont déboisés par an. On peine à croire au progrès promis par les entreprises, l'oligarchie et les gouvernements respectifs lorsque l'on observe, ne fut-ce que quelques chiffres relatifs au contexte social du pays : 71% des populations rurales vivent dans la pauvreté (FIDA 2009), 43,4% de la population totale vit en sous-alimentation chronique (PNUD 2010), le taux de mortalité infantile est de 32,6% (FIDA) et on compte deux millions d'expatriés guatémaltèques aux USA.

Défendre le territoire aujourd'hui, c'est notamment analyser et dénoncer les conséquences de l'acquisition des terres par les « mégaprojets » – dont les produits sont destinés à l'exportation – ainsi appelés par les associations et mouvements – dont ceux de

femmes – défendant la souveraineté alimentaire. La secrétaire générale d'une association interrégionale de développement des communautés affirme : « *Pour un paysan, une paysanne, pour un ou une indigène, la terre, c'est sa vie. Et lorsqu'une menace pèse sur leur terre, ils se lèvent pour la défendre. Les paysans et paysannes des communautés ont vite compris que ces méga projets étaient une vraie menace pour eux. Il ne faut pas être intellectuel pour comprendre que les mines, les implantations hydrauliques étrangères, les monocultures de canne ou de palme africaine ont des conséquences négatives sur toute la vie de la communauté.* »

Par ailleurs, cet enjeu axé sur le territoire se justifie plus encore dans un contexte d'ouverture aux politiques néolibérales qui se poursuit notamment par la signature des accords de libre échange (avec les USA et bientôt avec l'UE).

Quels impacts sur les femmes ?

1. Une féminisation de l'agriculture

Plusieurs analyses économiques traitant des conséquences de ces politiques agricoles et commerciales néolibérales ont observé une féminisation de l'agriculture dans les pays du Sud. Cette féminisation s'expliquerait notamment par une plus grande responsabilité des femmes en matière de sécurité alimentaire et par les opportunités d'emploi en leur faveur dans l'agriculture commerciale d'exportation. Certaines de ces études voient dans la féminisation de l'agriculture une réponse à la dégradation des conditions de vie familiale paysanne. Autrement dit, pour faire vivre/reproduire la famille paysanne, une des solutions a été d'accroître l'exploitation des forces féminines

de travail et ce, notamment dans un travail à conditions flexibles et pour un salaire bien inférieur à celui des hommes¹. Une étude menée sur le rôle des femmes dans la production de cultures d'exportation non traditionnelles dans une région du Guatemala² confirme ces analyses. On y vérifie que les produits d'exportation entrent en concurrence avec la production des denrées alimentaires de base (« granos basicos » comme le maïs³ et le haricot noir) indispensables pour la sécurité alimentaire et l'identité culturelle (le maïs est un haut symbole maya). Ceci est renforcé par une politique nationale commerciale d'importation de ces mêmes denrées de base ayant pour conséquence de risquer, vu la volatilité des prix, d'entraîner une hausse de leur prix⁴.

2. Le choix entre le manque à gagner ou le cumul des heures de travail

Pour les femmes, une autre concurrence existe. Le temps consacré à la culture de ces produits d'exportation (semences et récolte) ne peut plus être investi dans des activités qui leur rapportaient un revenu propre à elles. Non seulement le revenu de ces produits d'exportation est généralement perçu par le chef de famille, mais c'est aussi lui qui décide de la manière de l'utiliser, voire le réinvestir. Même lorsqu'elles travaillent dans ces cultures d'exportation, les femmes

¹ Pour des tâches équivalentes.

² Susan GAUSTE, Juan Pablo OZAETA, « *Produccion de cultivos de exportacion no tradicional en Chichoy Alto: el rol de las mujeres* », Instituto de estudios Agrarios y Rurales, Coordinacion de ONG y Cooperativas, Guatemala, 2011.

³ Dans les années 80, le pays était autonome pour le maïs jaune. Aujourd'hui, 72% sont importés.

⁴ Dans la plupart des cas, la production « propre » sert à garantir une sécurité alimentaire familiale durant une période allant de quelques semaines à quelques mois.

poursuivent leurs tâches domestiques et reproductives et la plupart du temps, de surcroît, mènent d'autres activités à bien comme la culture de quelques « granos basicos » (pour la famille) et le tissage de quelques broderies (pour une petite vente). Faut-il dès lors s'étonner de constater que certaines d'entre elles cumulent 16 à 18 heures de travail par jour ?

3. La copropriété : droit partagé ou pas de droit du tout ?

Au Guatemala, il existe bien des décrets sur le foncier, mais ceux-ci favorisent les hommes : ce sont eux, seuls, qui se voient attribuer les titres de propriété en tant que « chefs de ménage » (seul statut légal reconnu). Ce sont également les fils qui ont la préférence lors de l'usufruit d'une terre. Dans le cadre de la réforme agraire – par le marché – initiée par le gouvernement après les accords de paix de 1996 et appuyée par des institutions financières internationales, les femmes ont été reconnues, pour la première fois dans le pays, comme bénéficiaires. Comme cette réforme s'est soldée par un échec (manque de personnel et de subsides, résistances de l'oligarchie, attribution des prêts aux entreprises, etc.), peu de projets en faveur des paysans et des paysannes ont été réellement suivis.

4. La violence familiale et celle des milices privées

La violence – notamment sexuelle – faite aux femmes, pratique courante durant les trente années de la guerre civile, persiste et signe : la répression des leaders opposants aux acquisitions de terres s'opère notamment par l'intermédiaire de viols et de tortures des femmes de leurs communautés et ce, en toute

impunité malgré la loi sur le fémicide votée en avril 2008⁵. A cette violence-là, s'ajoute l'autre, la familiale, celle dont on parle encore moins et plus complexe à déceler. Bref, en 2009, on dénombrait, au total, 720 morts violentes (ou meurtres) de femmes au Guatemala (Datos de la Policia Civil)⁶.

5. Et le reste pêle-mêle

- C'est la femme qui reste avec les enfants lorsque le mari émigre (situation de plus en plus fréquente durant ces dernières années)
- Petite fille, elle a moins de chance que le garçon de terminer l'école primaire. Les filles achèvent à peine la première contre la cinquième pour les garçons.
- Jeune et célibataire, elle peut aussi émigrer aux USA et risquer de subir des violences sur le trajet (au Mexique par exemple) ou encore se prostituer dans les zones où se développent les mégaprojets.
- Rappelons aussi le poids de la culture patriarcale qui constitue un frein à la participation des femmes à des sensibilisations, formations et actions malgré les efforts des animatrices qui, généralement, sont issues de leur culture, voire de leurs communautés et parlent leur langue.
- Cette culture patriarcale est renforcée par certaines Eglises. Une formatrice de Solola commente : « *Beaucoup de femmes sont influencées par les petites Eglises évangéliques conformistes qui, par exemple, défendent aux femmes de danser dans la rue, de pratiquer des rites mayas, mais aussi de participer à des formations ou événements politiques. Les*

⁵ "Ley contra el femicidio y otras formas de violencia contra la mujer", entrée en vigueur le 15 mai 2008.

⁶ CIFCA, « Informe ejecutivo de investigacion sobre el cumplimiento de la ley de femicidio y otras formas de violencia contra la mujer en Guatemala », 2010.

femmes nous disent qu'elles ne veulent pas entrer en confrontation avec ces religieux. »

Action et recommandations des mouvements et associations de paysannes et d'indigènes

Des actions dans plusieurs domaines

Les associations et mouvements se préoccupant de genre et des intérêts des paysannes et indigènes mènent plusieurs types d'actions. Avec les paysannes, il s'agit de sensibilisations dans les communautés y compris des hommes ; de formations d'animatrices qui soient capables de sensibiliser à leur tour (formations techniques, juridiques et politiques) ; d'accompagnements psychologiques ; d'incitation à la participation politique (au niveau communal) ; de soutien à la production d'activités génératrices de revenus. Une animatrice formée par une association de l'Occidente témoigne : « *Il y a eu des années difficiles avec la guerre. Des amies ont disparu. On a souffert de discrimination. Plus tard, j'ai compris qu'on pouvait changer les choses au niveau municipal. Lorsque l'on a ri de mon expression verbale en castillan, j'ai compris qu'il me fallait lire, apprendre à lire. Mais les formations techniques ne suffisent pas. Nous avons aussi besoin de valeurs* ».

Par ailleurs, d'autres actions sont entreprises au niveau national comme, par exemple, soutenir et participer à des études sur le rôle des paysannes ou contribuer à la rédaction de propositions législatives en faveur des femmes. Ce travail de plaidoyer s'opère en réseau.

Quelques recommandations

Hormis les recommandations qu'elles partagent avec leurs amis militants dans les

réseaux défendant la souveraineté alimentaire (soutien à l'agriculture paysanne, soutien aux productions et marchés locaux et régionaux, plus grande régulation des accords commerciaux, etc.), les femmes demandent également de :

- Poursuivre la mise en application de la loi sur le développement rural qui doit intégrer toutes les recommandations des mouvements/associations de femmes (réforme agraire, réforme fiscale/gender budgetting) ;
 - Appuyer les activités génératrices de revenus pour les paysannes ;
 - Lutter efficacement contre la violence notamment en faisant pression au sein des accords commerciaux ou de coopération quant au respect des femmes (contre la violence) ; en luttant contre la criminalisation de la protestation sociale avec une attention particulière à la violence faite aux femmes ; en renforçant le système judiciaire contre l'impunité ;
 - Favoriser la participation des femmes notamment par : la reconnaissance des outils de consultation appliqués par les peuples indigènes⁷ ; la lutte contre la discrimination des filles dans les familles et les communautés ; le renforcement des processus de formation continue, d'alphabétisation politique et économique ; la prise en compte des facteurs socio-culturels liés aux relations des femmes avec la famille, la communauté et l'église ;
 - Evaluer la situation réelle des femmes (malgré des lois en leur faveur) par des recherches qualitatives et quantitatives ;
- Suivre la révision des codes de travail domestique et agricole.

⁷ Au Guatemala, la population indigène représente 40% -selon les chiffres officiels- ou 60% -selon les mouvements indigènes- de la population totale.